

Rassemblements interdits en Syrie

mercredi 9 février 2011, par [FIDH](#) (Date de rédaction antérieure : 8 février 2011).

Les autorités doivent cesser les actes d'intimidation visant à empêcher les rassemblements pacifiques

8 février 2011

Un appel à manifester « contre la monocratie, la corruption et la tyrannie » a été lancé via la société civile et les réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter en Syrie. Plusieurs manifestations censées se dérouler entre le vendredi 4 et le samedi 5 février 2011 dans plusieurs villes du pays n'ont pas eu lieu, à l'exception de Hassakeh et dans certains quartiers d'autres villes. Selon les informations reçues, plusieurs arrestations auraient eu lieu dans les villes de Hassakeh et d'Alep suite aux appels à manifester, et les services de renseignement se sont déployés pendant quatre jours, partout dans les rues de Damas et d'Alep, dans le but de dissuader les citoyens d'exercer leur droit à la liberté de rassemblement pacifique.

Ainsi, Ghassan Al Najjar, âgé de plus de 70 ans, syndicaliste et proche de l'avocat emprisonné Haytham Al Maleh¹, a été arrêté par les services de renseignement le vendredi 4 février à son domicile à Alep vers 3h du matin, sans mandat d'arrêt. Son arrestation survient après que ce dernier a prétendument lancé plusieurs appels publics à manifester pacifiquement réclamant des forces de sécurité et du gouvernement qu'ils cessent de poursuivre les personnes qui aspirent à la liberté.

Par ailleurs, le 2 février 2011, un groupe de 15 personnes censé tenir une veillée aux chandelles en soutien aux mouvements de protestation en Égypte a été attaqué et insulté sur la place de Bab Touma à Damas par des personnes en civil, sous le regard des forces de police qui ont assisté à la répression sans intervenir. Les attaquants, pour les faire reculer, n'ont pas hésité à dire qu'ils appartenaient « à la sécurité ».

Par la suite, les manifestants se sont rendus au poste de police le plus proche afin de porter plainte contre les attaques et l'absence de protection des forces de l'ordre. La plupart des manifestants ont été chassés du poste de police. Souheir Al Attassi, présidente du Atassi forum, un groupe de discussion politique, fille de Jamal Al Atassi et figure active de la société civile, a été retenue au poste où elle a été frappée et humiliée et menacée de mort. Elle a été relâchée quelques heures plus tard.

La FIDH craint que la situation ne se détériore davantage et demande aux autorités syriennes d'assurer le respect de la liberté de rassemblement pacifique ainsi que de mettre un terme aux actes d'intimidation dont le but est d'empêcher la tenue de réunions pacifiques. En outre, la FIDH demande la libération immédiate et inconditionnelle de Ghassan Al Najjar et rappelle qu'il appartient aux forces de l'ordre d'assurer la protection et la sécurité des personnes exerçant leur droit à la liberté d'association et de réunion pacifique contre d'éventuelles attaques.
